

Correspondances
Paysannes
Bulletin n°0



décembre 2024

1 Correspondances Paysannes... Quésaco ?

- Présentation du réseau — p. 3
- Correspondances Paysannes — p. 4

2 Récits d'actions

- Lactalis, colosse aux pieds d'acier: *quand les luttes paysannes s'attaquent à l'ogre laitier* — p.5
- Récit du blocage paysan de Soufflet-Invivo au Port de La Rochelle — p.8
- Unio de Pagesos: *sur les traces d'une alliance transfrontalière paysanne en Pyrénées-Orientales* — p.10
- Ne pas laisser faire la SAFER! *450 personnes occupent la chambre d'agriculture d'Angers* — p.12

3 Analyses

- Hold-up sur la PAC: *quand les riches raffent la mise* — p.13

4 Portraits & témoignages

- Portrait d'Arnaud Rousseau: *vrai PDG, faux paysan* — p.15
- Témoignage de Samuel Chabré: «j'ai vu pleurer mon père» — p.16

5 Souvenirs & décryptage

- L'ancêtre du retournement de panneau: *récit d'une action extraordinaire des Comités d'Action Viticole* — p.17

6 Lettre au mouvement paysan

- La colère paysanne en questions — p.18

Présentation du réseau

Avec *Correspondances paysannes* - à travers un bulletin d'information indépendant des syndicats comme des partis politiques - nous proposons de bâtir un réseau pour donner de l'écho à la parole de paysans et paysannes anonymes.

Diffuser des récits d'actions et des analyses.

Partager des informations et des enquêtes.

Relayer ce qui se dit et se vit à la base, derrière le discours des centrales syndicales. Vous pouvez envoyer vos propositions de contributions à correspondances-paysannes@systemli.org.

Vos témoignages sont précieux pour enrichir la dynamique et alimenter le bulletin. Vous pouvez également nous écrire pour contribuer à sa diffusion dans les réseaux paysans et au-delà.

Correspondances Paysannes

Un réseau et un bulletin pour donner de l'écho aux voix paysannes, relayer leurs luttes et nourrir des liens par-delà les frontières du monde agricole.

L'année dernière, un mouvement agricole historique a balayé toute l'Europe. Partout, manifs, blocages et actions directes ont exprimé la colère agricole. En France, ce mouvement - parti de la base - a été préempté par la FNSEA et la Coordination Rurale. Mais derrière leurs grands discours, qu'ont-elles réellement obtenu pour améliorer la condition paysanne ?

La FNSEA a profité de la souffrance et de la colère pour pousser son agenda au service des profits du complexe agro-industriel et de la libéralisation du secteur agricole. Elle a dicté au gouvernement une nouvelle loi d'orientation agricole. Celle-ci ne résoudra rien à la misère et à la colère paysannes. Elle ne sert en réalité que les patrons de la grande bourgeoisie agro-industrielle, dont Arnaud Rousseau est le porte-parole. Depuis plus de 70 ans, la FNSEA dicte les orientations de la politique agricole. Le résultat est sans appel : triomphe de l'agro-industrie et disparition programmée du métier de paysan. La FNSEA orchestre un plan social massif dans l'agriculture, où les gros ne cessent de dévorer les petits.

La Coordination Rurale a su incarner la colère dans l'action résolue. Mais elle a renoué avec la tradition politique des chemises vertes en se ralliant à l'extrême droite. Sa porte-parole s'est rendue à l'université d'été de l'« Action Française » : un mouvement royaliste ! Veut-on vraiment le retour au servage ? Le ralliement du syndicat au Rassemblement National, par la voix de Bousquet-Cassagne, leader de la CR 47 pressenti pour être ministre de l'Agriculture de Bardella, a provoqué des remous. Une purge interne a abouti à l'exclusion de celles et ceux qui voulaient garder leur indépendance et refusaient d'affilier le syndicat au RN. La Coordination Rurale détourne la colère. Elle désigne des boucs émissaires du malheur agricole : les migrants et les écolos. Mais les migrants sont bien souvent eux-mêmes des paysans en exil, jetés sur les routes par les conséquences tragiques de la libéralisation du marché agricole et du bouleversement climatique. Quant aux écolos, s'ils sont parfois déracinés et éloignés du monde paysan, ils doivent admettre qu'il est impossible de défendre la terre sans celles et ceux qui la travaillent. Une chose est sûre : ni les migrants, ni les écolos ne sont responsables de la misère paysanne, et jamais la Coordination Rurale ne s'attaque aux vrais responsables : les patrons de l'agro-industrie et de l'agro-alimentaire, la grande distribution et les grosses coopératives.

Bien que sur des lignes politiques différentes, la FNSEA et la Coordination Rurale sont toutes deux corporatistes. Elles défendent le mythe de l'unité du monde agricole. Elles nient les inégalités sociales considérables qui le gangrènent. Elles excluent de s'organiser contre les gros qui accaparent et concentrent les terres, l'eau, les aides publiques et le capital au détriment des paysannes et paysans qui galèrent à vivre de leur métier.

Elles opposent agriculture et écologie. Elles refusent d'admettre l'évidence : pour sauver le métier de paysan, il faut préserver la terre et l'eau, défendre un outil de travail vivant et nourricier. Alléger les normes environnementales n'augmentera pas le revenu des agriculteurs et des agricultrices, ne les préservera pas de l'impitoyable concurrence imposée par le libre-échange, ne favorisera pas l'installation de nouvelles générations de paysannes et de paysans, ne les empêchera pas de crouler sous la paperasse et les aberrations administratives, ne réduira ni les suicides, ni les marges délirantes de l'agro-alimentaire et de la grande distribution.

La Confédération Paysanne a pointé les bons thèmes (revenu et libre échange) et les bonnes cibles (Lactalis et les centrales d'achats de la grande distribution). Mais elle n'a pas tapé assez fort du poing sur la table pour se faire entendre. Aujourd'hui, la tragédie paysanne se poursuit. Les raisons de la colère sont encore là. Elles dureront bien au-delà de cette campagne électorale qui agite les syndicats. Une année climatiquement très difficile a fait s'effondrer les rendements et met en péril de nombreuses fermes. Certains secteurs sont absolument sinistrés comme la viticulture ou l'apiculture. Lactalis laisse des milliers d'éleveuses et d'éleveurs sur le carreau en réduisant drastiquement et du jour au lendemain son volume de collecte. Les épidémies déciment les troupeaux. Les revenus indécentes et les retraites misérables restent le pain quotidien des agriculteurs petits et moyens, etc.

Avec Correspondances Paysannes - à travers un bulletin d'information indépendant des syndicats comme des partis politiques - nous proposons de bâtir un réseau pour donner de l'écho à la parole de paysannes et paysans anonymes. Diffuser des récits d'actions et des analyses. Partager des informations et des enquêtes. Relayer ce qui se dit et se vit à la base, derrière le discours des centrales syndicales. L'agro-industrie et l'extrême droite cherchent à couper le monde agricole de la société et du monde. Elles aggravent la stigmatisation qu'elles prétendent combattre. Correspondances Paysannes veut contribuer à relier les paysannes et paysans aux autres secteurs de la société, à faire entendre que « leurs » problèmes sont en réalité au cœur des enjeux sociaux, politiques et écologiques de l'époque.

Lactalis, colosse aux pieds d'acier

Quand les luttes paysannes s'attaquent à l'ogre laitier

Numéro un mondial des produits laitiers, Lactalis incarne l'hyperpuissance industrielle et ses dérives. Depuis des années, le groupe est au cœur de nombreuses luttes et scandales à travers le monde: blocages en Espagne et en France dès 2016 pour dénoncer des prix d'achat insuffisants; scandale du lait infantile contaminé en 2017; pollution de cours d'eau et violations répétées du code de l'environnement par 38 usines en France entre 2010 et 2022; condamnation en Italie pour pratiques déloyales en 2024; opacité financière via des montages fiscaux complexes en Belgique et au Luxembourg; pratiques frauduleuses de rachat de fausses actions et de fausses facturations internes; concurrence déloyale en Afrique de l'Ouest et expansion agressive à l'échelle mondiale.

En France, ces pratiques se heurtent à des résistances croissantes. En février 2024, des agriculteurs ont envahi le siège social de Lactalis à Laval, exigeant des prix d'achat couvrant leurs coûts de revient pour sortir d'une crise agricole étouffante. Quelques mois plus tard, en octobre, c'est à Retiers, en Ille-et-Vilaine, que militants et paysans ont occupé une usine pour dénoncer la résiliation brutale de centaines de contrats, menaçant l'existence de petites exploitations.

Face à l'avidité d'un géant qui engrange des milliards d'euros tout en broyant humains et environnement, les résistances locales tentent de s'organiser. Mais le géant ne vacille pas d'un poil, solide comme un colosse aux pieds d'acier, indifférent aux secousses.

Retour sur deux actions récentes de la Confédération Paysanne contre Lactalis en France:



200 PAYSANNES ET PAYSANS, DES TRACTEURS & UNE CAUSE COMMUNE

Récit de l'assaut mené en février dernier à Laval contre Lactalis, à l'initiative de la Confédération Paysanne, pour exiger des prix qui couvrent enfin les coûts de revient.

Laval, 21 février 2024, 11h du matin. Répartis en petits groupes, 200 paysannes et paysans convergent discrètement vers un grand bâtiment du sud de la ville. En quelques minutes, les barrières sont ouvertes, les locaux envahis, et une dizaine de tracteurs surgis des parkings avoisinants s'engouffrent dans la cour. L'occupation du siège social de Lactalis, numéro un français de l'agroalimentaire et leader mondial des produits laitiers, vient de commencer.

Pendant plus de 7 heures, un joyeux tohu-bohu va vivifier le hall d'accueil qu'on imagine bien froid en temps normal. On y croise pêle-mêle des éleveurs, céréaliers ou maraîchers venus de toutes les régions de France, mais aussi des camarades venus en soutien, des voisins solidaires, des négociateurs de la préfecture, les inévitables agents des Renseignements Territoriaux, des journalistes, et même quelques cadres sup' en costumes, moitié curieux, moitié en mission secrète. On corrige au passage à la peinture le slogan prétentieux du géant: «Lactalis: Nourrir Pourrir l'avenir».

Dehors, la crise agricole bat son plein, et pendant qu'on échange anecdotes et considérations plus ou moins sérieuses sur la vie aux champs ou les perspectives du mouvement, un consensus semble apparaître sur les plateaux télé: ministres, patrons de la grande distribution, «experts» en tous genres et même certains responsables syndicaux sont unanimes: il faut faire respecter les lois Egalim!

Alors désolés d'être relous, mais c'est justement pour ça qu'on est là: Egalim, ça ne va pas suffire...

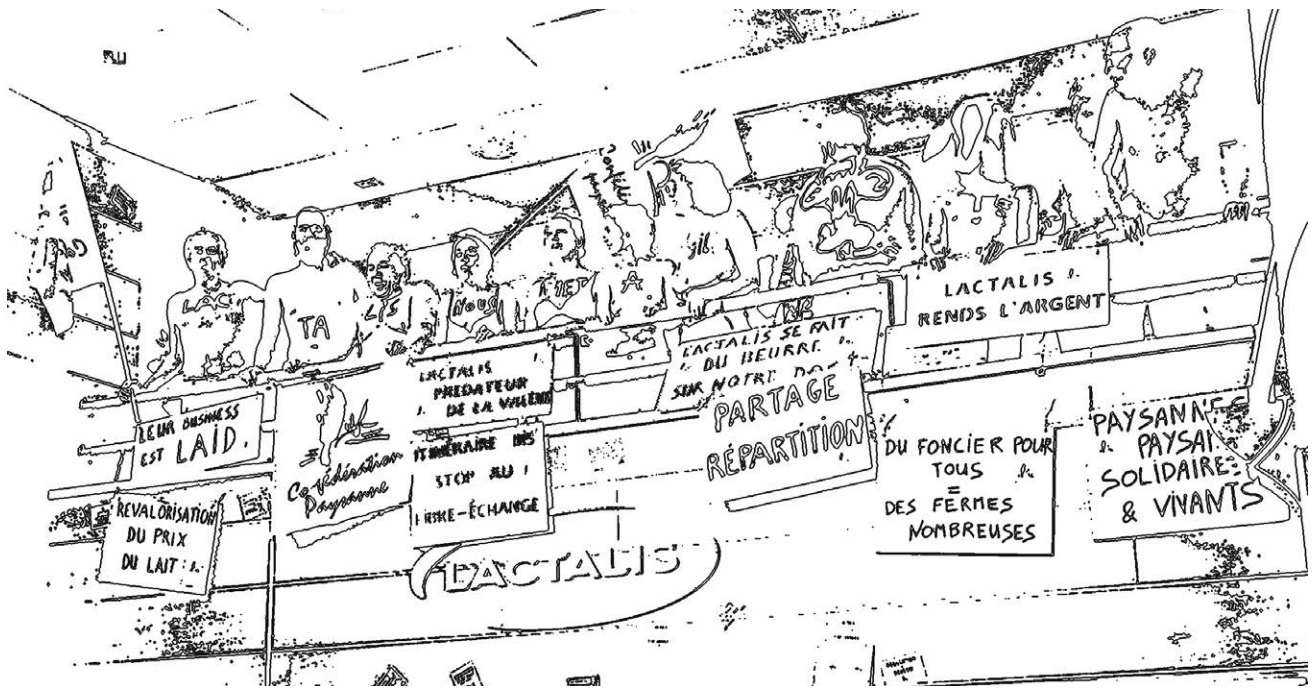
Les lois Egalim évoquent (vaguement) un prix d'achat au producteur basé sur le coût de production.

Bien. Nous, on est venus exiger l'interdiction d'achat en dessous du prix de revient.

On chipote, me direz vous. Coût de production, prix de revient, c'est un peu pareil, non? Non.

LE PRIX DE REVIENT C'EST
le coût de production
+
la rémunération du producteur
(et sa protection sociale).

La variable d'ajustement, dans cette histoire, c'est notre revenu. Rien que ça. Mais allez trouver un journaliste qui sacrifie 10 secondes de son temps d'antenne pour expliquer ça. Non, les journalistes sont venus chercher des images, ils vont en avoir...



D'abord, une bonne vingtaine de paysans tombent la cote et le reste et se mettent à chanter dans le plus simple appareil derrière une banderole « Lactalis nous met à poil ».

Dans la foulée, une AG s'improvise et décide de poursuivre l'occupation toute la nuit jusqu'à l'obtention du rendez-vous demandé avec le patron des lieux*, Emmanuel Besnier, 6^e fortune de France. Ce dernier mouvement ne semble pas du goût de la préfecture puisque, quelques minutes plus tard, les gyrophares et uniformes, jusque-là discrets, surgissent un peu partout. Ils vont évacuer.

Petit moment de flottement. Visiblement, personne n'a pensé la suite de l'action au-delà de l'envahissement... non seulement on a rien pour passer la nuit mais encore moins pour résister un peu ou au minimum freiner une évacuation. On décide de rester quand même. Darmanin ne vient-il pas de déclarer qu'on ne répond pas à la misère des agriculteurs en envoyant les CRS? Visiblement, pas quand on touche à la 6^e fortune de France. On ne se défendra donc pas, mais il va falloir qu'ils nous sortent.

S'ensuit alors une séquence un peu surréaliste: le temps de demander aux CRS de ranger casques, matraques et lacrymos, tout le monde s'assoie, les chants viennent vite atténuer l'appréhension et... rien. On attend puis on risque une tête:

- alors... vous venez ou pas?
- Ben... on attend votre feu vert.
- ??!

Et c'est en chantant et en live sur BFM que les paysans seront évacués un par un, manu militari. On était juste venus expliquer ce qu'on voulait. Tant pis. On reviendra.

...

PS: le sel de ce type d'action se trouve souvent dans les rencontres improbables qui ont lieu en marge. Dans l'après-midi, je croise par hasard le DRH de Lactalis (85 000 employés, quand même...); on démarre sur l'incapacité des grands groupes à innover autrement qu'en croissance externe, on évoque la désertion chez AgroParis Tech et on arrive doucement (je passe les étapes) à la probable nécessité pour l'humanité de se débarrasser d'un système devenu obsolète et dangereux: le capitalisme. Je soutiens que c'est en cours.

Dubitatif mais curieux, il me dit:

- Mmmhh... je vois... mais c'est un peu David contre Goliath, votre truc.

Je réponds:

- C'est sûr. Mais vous savez qui gagne, à la fin?

* On apprendra le lendemain qu'il était bien dans les locaux, mais a préféré s'éclipser par une porte de derrière, lassant à ses salariés le soin de gérer la situation... la grande classe...

BLOCAGE D'USINE, BARBECUE & TÉMOIGNAGES

À Retiers (Ille-et-Vilaine), une quarantaine de personnes ont dénoncé les pratiques destructrices de Lactalis qui prévoit de résilier les contrats de 300 fermes françaises.



Retiers, Ille-et-Vilaine, 18 octobre 2024. Mieux qu'un pied dans la porte, c'est un tracteur qui a bloqué ce matin la grille de l'usine Lactalis de Retier, laissant une quarantaine de personnes menées par la Confédération Paysanne du 35 occuper l'allée centrale et y déployer une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Rousseau en a rêvé, Besnier⁽¹⁾ l'a fait. Encore 1000 paysan.ne.s sur la paille ».

Derrière ce slogan amer se cache une réalité que Lactalis semble préférer ignorer : celle des petites exploitations agricoles asphyxiées par les pratiques prédatrices du géant laitier. En septembre, l'annonce brutale de Lactalis de réduire ses collectes de lait de 8% dans les fermes françaises est tombée comme un couperet. Environ 300 fermes verront leur contrat résilié d'ici deux ans, sans alternative. Une décision que la multi-nationale tente de justifier par les accords de libre-échange, comme celui du Mercosur, qui favorisent l'importation de produits laitiers à bas coût, tout en se prévalant de la nécessité d'une adaptation à une concurrence internationale croissante qui, selon elle, mettrait en péril sa rentabilité. Des mots creux pour les fermes poussées vers la faillite par le premier groupe laitier mondial qui annonce par ailleurs **28,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2023 avec une progression de plus de 25% par rapport à l'année précédente**⁽²⁾.

Une fois installés dans l'usine dans un climat bon enfant, un barbecue est allumé, une tireuse à bière branchée dans les bureaux de l'usine, et les prises de parole se succèdent dans le but de faire connaître les revendications portée par la Conf'. Le Réseau de Ravitaillement de Rennes, présent en soutien, prête main-forte en proposant une magnifique table de victuailles.

Rencontrés lors de la mobilisation, un père et son fils, éleveurs depuis 23 ans dans le Morbihan, ont témoigné avoir appris la fin de leur contrat par un simple coup de fil. Depuis, le technicien Lactalis qui les suivait n'ose même plus passer sur leur exploitation... « Voilà où en est la *relation commerciale* que Lactalis vante tant : une entreprise qui écrase les plus faibles en fuyant ses responsabilités ».

Face à cette situation, la Confédération Paysanne ne réclame pas l'aumône. Elle demande une régulation publique et collective des volumes de lait pour empêcher que des géants comme Lactalis puissent décider seuls de l'avenir de centaines de fermes. En février dernier, le syndicat paysan avait déjà tenté de forcer Lactalis à négocier en occupant son siège à Laval. La revendication était simple : un prix minimum au litre et l'application stricte de l'interdiction de vendre en deçà du prix de revient. Mais malgré plusieurs heures d'occupation et la pression médiatique, les actionnaires de Lactalis n'ont même pas daigné accorder un rendez-vous au syndicat.

La FNSEA, quant à elle, se contente d'annoncer une pseudo-négociation pour une année supplémentaire avant que les contrats ne soient rompus, une posture qui ressemble sans surprise davantage à une trahison déguisée qu'à une véritable défense des intérêts des paysans. La complicité entre l'agro-industrie, la FNSEA et un gouvernement qui brade l'agriculture hexagonale sur l'autel du libre-échange ne surprend plus personne.

Qu'attendre aujourd'hui de Lactalis si ce n'est la poursuite de sa politique capitaliste qui étrangle méthodiquement les petites exploitations au profit d'une industrie toujours plus avide de profits ? Qu'attendre de ce gouvernement, si ce n'est davantage de silence et de complicité quand il s'agit de plier devant les diktats du libre-échange international ?

L'action menée ce 10 octobre tout comme celles du mois de février ont su visibiliser brièvement ces sujets. Comment envisager aujourd'hui de réelles perspectives de rapport de force avec les géants de l'agro-industrie afin de protéger une agriculture nourricière et d'envisager une subsistance résiliente et autonome ? Le mouvement agricole qui gronde ouvrira peut-être la voie à des perspectives de lutte à la hauteur de ces enjeux.

Notes :

(1). Emmanuel Besnier est le petit-fils d'André Besnier, le fondateur de Lactalis en 1933. Il a hérité de la direction de l'entreprise et en a pris la tête en 2000. Sous sa direction, Lactalis a connu une importante expansion et est devenu le premier groupe mondial de produits laitiers.

(2). source [Lactalis.com](https://www.lactalis.com)

À écouter :

L'ogre du lait, une enquête d'Inès Léraud, par les Pieds sur Terre en partenariat avec Disclose, en trois volets sur Lactalis <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-l-ogre-du-lait>





Récit du blocage paysan de Soufflet-InVivo au Port de La Rochelle, juillet 2024

Pourquoi s'en prendre aux sociétés qui concentrent l'eau, la terre, les aides publiques et les capitaux, et spéculent sur les produits de première nécessité ?

À l'aube du samedi 20 juillet dernier, un groupe de paysannes et paysans, accompagnés de militants écologistes et autonomes, de syndicalistes et d'habitants, ont surgi des fermes de l'île de Ré pour traverser le pont en direction du port de la Pallice, à La Rochelle.



Vous pouvez voir la vidéo de cette action du point de vue des paysans et paysannes qui y ont participé en cherchant « Le pont, le port et les paysan.ne.s » sur Youtube (<https://youtu.be/Gbjlk4IWbBk?si=Av12ULJHjhJoAtZw>)

Nous avons surplombé les silos géants et les infrastructures logistiques du port sur notre passage. Les tracteurs sont passés devant les immenses cathédrales de béton de la SICA Atlantique, et ont descendu les avenues de délestage vers le nord jusqu'aux portes des bâtiments de l'entreprise Soufflet. Là, nous avons installé un blocage paysan avec près de 600 militants, militantes et syndicalistes alliés, en attendant de retrouver l'ensemble des manifestantes et manifestants anti-bassines plus tard dans la journée.

La Pallice est le deuxième port exportateur de céréales en France, et le dernier maillon de la chaîne irriguée par les méga-bassines. Dans le Poitou, l'eau utilisée pour l'irrigation agricole est principalement destinée aux cultures de céréales intensives comme le blé et le maïs, et celles-ci sont massivement exportées via le port. En 2018, alors que le Groupe Soufflet venait d'investir 30 millions d'euros dans un nouveau silo portuaire à la Pallice, le directeur Jérôme Landriau écrivait une lettre au commissaire enquêteur pour défendre le projet de construction des mégabassines du secteur de Mauzé-sur-le-Mignon. Il le disait lui-même : il avait besoin d'eau pour écouler les productions de la région à l'exportation, pour charger des bateaux de plus en plus gros et répondre aux attentes de ses clients étrangers. Ce sont donc bien les clients étrangers qui comptent le plus dans cette histoire : pas les agriculteurs de l'arrière-pays. Au croisement des importations de soja et des exportations de céréales, des flux de pesticides et d'engrais chimiques, le port est un point nodal du système qui fait primer la spéculation financière et le libre-échange sur la préservation des communs que sont la terre et l'eau, la juste rétribution des travailleuses et travailleurs de la terre, la défense de la biodiversité, l'accès populaire à une alimentation qualitative et la solidarité internationale.

En bloquant l'un des sites de Soufflet Négoce, nous avons bloqué ceux qui s'accaparent les aliments de première nécessité comme le blé pour en faire de l'argent. Ceux qui s'accaparent la valeur des céréales produites par les agriculteurs pour de la spéculation financière. Ceux qui détruisent les revenus des paysannes et paysans pour faire grossir les leurs. Les grands négociants et les méga-coopératives ne sont plus des outils pour les agriculteurs depuis bien longtemps, mais bien des entreprises privées aux mains des banquiers comme le Crédit Agricole, des cabinets de conseil comme Ernst & Young ou Deloitte, et des PDGs. Soufflet Alimentaire a été racheté par Avril, dont le président est Arnaud Rousseau.

Soufflet Négoce a été racheté par InVivo Trading pour former Soufflet Négoce by InVivo, l'un des plus gros négociants internationaux de France, et dont le PDG est Thierry Blandinières. Un article de Challenges qui le qualifie d'« homme le plus puissant de l'agriculture française », décrit son bureau au 5^e étage d'un immeuble du 16^e arrondissement à Paris avec un écran géant pour ses réunions à distance. N'est-ce pas là un comportement de grand patron et de spéculateur, bien éloigné depuis sa tour d'ivoire de la réalité du monde agricole ? À l'opposé, comment un agriculteur, accablé par un travail à la ferme de plus en plus mal rémunéré, peut-il espérer peser face à de tels empires ?

Thierry Blandinières est aussi celui qui s'est acharné contre l'ouvrier et syndicaliste Christian Porta de la boulangerie industrielle Neuhauser en Moselle, bafouant au passage le droit du travail, jusqu'à aller contre l'avis des Prud'hommes. L'usine est actuellement en grève pour protester contre les licenciements de quatre des collègues qui avaient soutenu Porta pendant sa mise à pied, et dont les motifs ne sont clairement que de basses vengeances liées à la réintégration du syndicaliste. « L'homme le plus puissant de l'agriculture française » est en roue libre donc, contre ses propres salariés. Peut-on décemment imaginer qu'il traite différemment les agriculteurs, ceux-là même qui travaillent d'arrache pied pour remplir des silos toujours plus grands sur le port de la Rochelle afin de spéculer sur les variations de prix du blé sur les marchés internationaux.

L'agro-industrie accapare et privatise l'eau, marchandise l'alimentation. En solidarité pour les camarades grévistes de Neuhauser, avec les travailleurs de l'agro-alimentaire et tous les agriculteurs et agricultrices appauvris par le secteur agro-industriel, bloquons-la !



UN PAYS QUI SE
TIENT SAGE



Unio de Pagesos : sur les traces d'une alliance transfrontalière paysanne en Pyrénées-Orientales

Un an après, retour sur une alliance inédite entre vignerons français et paysans catalans pour tisser des luttes transfrontalières face à la crise agricole et à la montée de l'extrême droite.

Le mouvement paysan qui a agité l'Europe il y a un an n'est peut-être que le début d'une longue crise agricole qui va s'installer dans le temps avec ses vagues d'intensification et ses périodes de retrait. Une crise profonde tant les enjeux qui secouent la profession sont multiples et souvent paradoxaux. De la logique même de libre-échange à la question des réglementations administratives et sanitaires, les raisons de sortir les tracteurs des fermes ne manquent pas, mais se heurtent presque systématiquement à des représentations inconciliables. Et dans ce champ de tension est venu se mêler pas à pas le jeu politique. Si bien que, depuis un an, les lignes qui traversent le monde syndical se sont nettement clarifiées. **D'un côté le macronisme agro-industriel de la Fédération, d'un autre le rapprochement assumé de la Coordination Rurale avec l'extrême droite, d'un autre enfin la gauche paysanne incarnée par la Conf qui cherche sa place dans le vacarme agricole.** Et entre ces trois polarités, des dizaines de milliers de paysannes et paysans non affiliés et pour beaucoup isolés dans leurs fermes.

Si le surgissement agricole de l'hiver 2023 pouvait dans ses premières lueurs laisser croire à un mouvement inassignable, l'échéance des prochaines élections de chambre en janvier 2025 laisse aujourd'hui peu de place au débordement des structures syndicales à la manœuvre. Le mouvement que toute la presse annonce depuis plus d'un mois devrait très logiquement ressembler à une série de démonstrations de force dans la course au scrutin. Reste qu'il y a un an, plusieurs expériences de luttes ont cherché à déjouer le caractère trop attendu de la mobilisation portée par les structures et c'est peut-être en regardant ces expériences qu'on trouvera les prémices de ce qu'on appelle de nos vœux : **un mouvement paysan autonome, capable d'engager un rapport de force durable avec le pouvoir économique et politique.**

En témoigne cette rencontre singulière dès janvier 2024 entre des vignerons des Pyrénées Orientales (rattachés à la Conf') et le syndicat Unió de Pagesos, majoritaire en sud Catalogne. Coté français, les vignerons Conf' avaient d'abord participé fin janvier au blocage de l'A9 entre la frontière catalane et Narbonne. Une participation sans drapeaux, aux cotés des paysans et vignerons du Midi, principalement représentés par le Syndicat Vigneron (émanation viticole de la Fédération). Quelques jours plus tard, le 26 janvier, ils décidèrent de bloquer les transporteurs au péage du Boulou, cette fois-ci en annonçant l'action et en ramenant les drapeaux Conf'. C'est à l'issue de cette action que viendra l'idée d'entrer en contact avec les paysans de Catalogne sud, où le mouvement commence à son tour à sortir des fermes.

En Catalogne sud, le syndicalisme paysan est dominé par un syndicat, Unió de Pagesos, principal représentant de la profession (70% de l'électorat paysan), du petit paysan bio à la ferme industrielle. Si la diversité de ses adhérents met en évidence un rapport ambigu à la production, ce syndicat reste marqué par une ligne politique très claire, issue de la tradition anti-franquiste et indépendantiste. **C'est d'ailleurs le principal moteur de l'alliance avec la Conf' coté catalan, la peur de laisser s'installer dans le monde paysan l'idéologie d'extrême droite qui grandit aussi par-delà les montagnes.**

L'alliance se construit d'abord par une série de rencontres, en Catalogne et à Perpignan, à l'occasion de tables rondes et parfois de conférences de presse. Puis elle se matérialise le 28 février 2024 à la frontière, où se rejoignent les tracteurs de la Conf' avec ceux d'Unió de Pagesos, et de Revolta Pagesa, une dynamique plus autonome, à la pointe des actions paysannes en Catalogne. Par de nombreux chemins de traverse, les tracteurs investissent le péage du Boulou de part et d'autre de la frontière et le bloquent pendant une journée, demandant d'une même voix des outils de régulation du marché et un prix minimum d'entrée pour les produits hors Union Européenne. Depuis cette action commune, des liens réels existent, sur la base d'un conflit politique qui traverse, dans toute l'Europe, la profession agricole. Ce conflit pose une question majeure : peut-on abandonner le monde rural aux mains de l'extrême droite ?

En France, la poussée d'extrême droite ne fait aujourd'hui plus aucun doute, et le conflit agricole en est devenu ces derniers mois un des moteurs avec la Coordination Rurale comme principale courroie de transmission. La critique radicale évidente et nécessaire de l'agro-industrie et des pesticides devient illisible, écrasée par le récit hégémonique qui oppose urbains et ruraux, écolos et agriculteurs. À nos portes pourtant la profession s'organise, tisse des alliances autour d'un socle commun simple et inaliénable contre la vague d'extrême droite qui meurtrit nos campagnes.

Mais qu'est-ce que signifierait aujourd'hui un front contre le fascisme à l'intérieur même du conflit paysan ? Ne commencerait-il pas par des solidarités internationalistes entre paysans et organisations syndicales, par des actions paysannes transfrontalières contre le libre échange ? La question est ouverte.



Ne pas laisser faire la SAFER!

450 personnes occupent la chambre d'agriculture d'Angers contre les entraves à l'installation

Le 3 novembre au matin, une centaine de paysannes et paysans se sont donné rendez-vous discrètement autour de la Chambre d'Agriculture d'Angers. Il s'installent par surprise à l'intérieur des locaux avec des canapés, banderoles et barbecues. Ils sont rapidement rejoints par une manifestation de 300 personnes parties du centre-ville qui arrivent en chantant «la SAFER n'installe pas, on s'installe à la SAFER!». Cette occupation fait suite à sa décision scandaleuse d'accorder une ferme de 170 hectares à l'agrandissement plutôt qu'à l'installation de 4 jeunes en agriculture bio sur la commune de Denée. La décision de la SAFER, au mépris de toutes les règles censées guider son arbitrage, montre une nouvelle fois l'ampleur de la main-mise de la FNSEA sur cette institution. Alors que des dizaines de fermes disparaissent chaque semaine en France, la Fédé contribue au phénomène. Elle entrave très fréquemment celles et ceux qui cherchent à s'installer, pour que les plus gros bénéficient des terres à leur dépens. **On est bien loin de la volonté affichée de transmission des exploitations agricoles et de maintien de l'élevage, et plus proche du copinage et des petits arrangements.**

Quand les instances agricoles ne font pas leur boulot et ne respectent pas leur propre mission d'intérêt général, il n'y a pas d'autre choix que de leur mettre des coups de pression. Au fronton de la Chambre est installé un grand portrait de Bernard Lambert, figure des paysans-travailleurs décédé il y a tout juste 40 ans. Une manière de dire qu'il est grand temps que l'esprit d'action directe fasse son retour contre les cumulards et pour soutenir les fermes non affiliées au syndicat majoritaire.

La mobilisation du 3 novembre, initiée par la Confédération Paysanne pour soutenir les 4 de Denée a réuni des dizaines d'éleveurs, maraîchers, viticulteurs de la région. Mais elle a aussi fait le choix d'appeler à être rejointe hors du monde paysan, parce que la lutte contre la disparition des fermes, pour une agriculture locale et qui protège les terres concerne absolument tout le monde. On a plus que jamais besoin de montrer qu'on est soutenu par la population et que celle-ci sait bien quelle agriculture elle veut. Et en l'occurrence les 4 de Denée bénéficient du fait de ne pas être isolés. **Leur projet avait fait l'objet d'une levée de fonds citoyenne et d'un appui de nombreux habitants voisins heureux de la perspectives de profiter des produits de la ferme. Ils et elles n'hésitent pas à prendre la rue pour les soutenir. Et ça fait du bien!**

Le jour de la mobilisation, alors qu'un banquet se déploie sur les terrasses de la Chambre et que les prises de parole s'enchaînent pour dire qu'on ne se laissera plus faire, une délégation finit pas être reçue par le président et directeur de la SAFER Pays de la Loire. En vain. Celui-ci ressert la même mauvaise soupe aux jeunes de Denée et aux représentants syndicaux qui les accompagnent. Et il prétend que ce n'est pas plus de son ressort. Mais pour une fois, grâce à la mobilisation, les habituelles petites magouilles pour empêcher l'installation ne passent pas. L'histoire fait du bruit et devient emblématique d'une logique qu'il devient plus difficile d'assumer une fois mise au grand jour. **Tant et si bien que la commissaire du gouvernement à la DRAAF chargée de se prononcer sur la validité de la décision a décidé quelques semaines plus tard que celle-ci devra la réexaminer et repasser au vote.**

Pourtant rien n'est encore gagné pour les 4 de Denée et il est toujours possible que la SAFER s'entête à leur boucher la voie. Pour défendre réellement une nouvelle génération de paysannes et paysans, il est temps d'inverser partout le rapport de force face aux logiques d'accaparement.



Ce mardi 26 novembre, sans surprise, la SAFER a choisi d'attribuer la majorité des terres à des agriculteurs affiliés à la FNSEA. Résultat des petits arrangements et des manœuvres habituelles: 139 hectares sur les 168 disponibles iront à l'agrandissement, ne laissant même pas un hectare sur cinq pour l'installation. Comble du mépris, la SAFER tente de diviser les 4 de Denée en proposant à l'un d'eux une maigre parcelle de 4 ha pour du maraichage. Face à cette mascarade, la manifestation prévue le 30 nov. à Angers s'annonce déjà comme un cri de colère contre ces «seigneurs de la terre».

On reviendra dans le prochain numéro des Correspondances Paysannes sur les enjeux liés à l'installation, sur ce que serait aujourd'hui un front de lutte pour faire sauter les verrous qui entravent l'accès au foncier. On vous invite à nous envoyer des récits d'installations réussies et de ce qui a marché dans votre coin à ce sujet.



Hold-up sur la PAC : quand les riches raflent la mise

Entre accaparement des terres et détournement des aides, retour en chiffres sur un hold-up institutionnalisé au profit des élites agro-industrielles et des géants du secteur.

La **Politique Agricole Commune (PAC)**, instaurée dans les années 1960, a été conçue pour répondre à des enjeux multiples dans un contexte d'après-guerre : accompagner la modernisation des exploitations agricoles, maintenir des prix abordables pour les consommateurs, stabiliser les marchés et sécuriser les approvisionnements alimentaires. Aujourd'hui, la PAC repose sur deux piliers distincts : le premier destiné à **soutenir les prix et les revenus agricoles, le second dédié au développement rural.**

Cependant, la répartition des aides reste marquée par une forte hétérogénéité qui varie en fonction des filières, des territoires et des modes de production. Les écarts sont criants : **les 190 premiers bénéficiaires - soit moins de 0,1% - dépassent le million d'euros d'aides PAC annuelles, quand 50% des exploitations touchent en dessous de 22 000 € par an.** Ces disparités touchent également les départements d'outre-mer où les aides bénéficient surtout à des industriels basés en métropole. La Distillerie Dillon, basée en Gironde, cumule près de 700 000 € de PAC, et l'entreprise Boyer, en Tarn-et-Garonne, plus de 2,5 millions pour produire des melons en Guadeloupe alors que **70% des exploitations touchent sur ces territoires moins de 3000 € d'aides par an**⁽¹⁾.

Cette disparité n'est pas uniquement le fruit d'un processus d'ajustement visant à équilibrer les soutiens entre les différentes filières et territoires. Elle est aussi le résultat d'une stratégie d'accaparement de ces fonds par le complexe agro-industriel. **En 2022, 10% des exploitations agricoles ont concentré à elles seules 40% de l'enveloppe totale des aides PAC distribuées.**

Plus encore, des entreprises agro-industrielles comme Sanders⁽²⁾ (1,6 milliard d'euros de chiffre d'affaires) ou Eureden⁽³⁾ (3,9 milliards de chiffre d'affaires et 108 millions d'euros de bénéfices en 2023) reçoivent chaque année des montants d'aides substantielles. Ces entreprises touchent chacune - oui chacune - près de 14 millions

d'euros via la « mesure de prévention des perturbations de marché dans le secteur de l'élevage », un dispositif du pilier de la PAC qui, comble de l'ironie, est censé soutenir les prix et les revenus des agriculteurs. Comparativement, ces deux géants de l'agro-industrie française perçoivent ainsi par an l'équivalent de 213 années de PAC d'un élevage de porcs médian pour Sanders, et 1 890 années de PAC d'une exploitation maraîchère médiane pour Eureden, continuant ainsi d'accroître leur emprise sur un marché que la PAC est censée réguler précisément grâce à ces aides.

AIDES DIRECTES À L'HECTARE : UN LEVIER EN FAVEUR DE L'ACCAPAREMENT DES TERRES

La PAC, censée soutenir une agriculture durable et l'installation de nouveaux agriculteurs, privilégie par ailleurs les grandes exploitations et les groupes agro-industriels en attribuant notamment des aides en fonction du nombre d'hectares cultivés. Des mécanismes d'agrandissement, de concentration, et d'accaparement des terres sont ainsi favorisés au détriment d'un modèle qui pourrait privilégier le nombre de personnes travaillant directement sur les exploitations agricoles et la diversité de leurs activités.

Les cas de deux gros bonnets en cols blancs illustrent bien ce constat. Arnaud Rousseau, président du groupe Avril (maison mère de Sanders et de nombreuses autres filiales), perçoit 187 000 € par an pour ce poste. Il siège également au sein de plusieurs conseils d'administration, dirige de nombreuses autres entreprises, et cumule donc d'autres revenus que nous ne détaillerons pas ici. En plus de ses fonctions exécutives, il est propriétaire de 700 hectares de terres agricoles⁽⁴⁾, dont une partie acquise grâce à une politique d'agrandissement agressive. Il bénéficie pour ces hectares d'une aide directe de 173 000 € chaque année au titre de la PAC.

De son côté, David Calvière dirige entre autres⁽⁵⁾ le groupe Calvière en Camargue, aux activités variées : extraction de sable et de granulats pour l'industrie du BTP, le béton et l'enrobé, aménagements urbains en lien avec des collectivités, travaux agricoles et entretien de cours d'eau et d'accotements routiers dans les Bouches-du-Rhône. Ce groupe gère également la société « **Fermes Françaises** » (sic), une giga-exploitation céréalière qui regroupe 3 domaines agricoles, et Le Mas du Luquier, exploitation diversifiée de 700 hectares située en zone Natura 2000 (foin, amandes, huile d'olive, élevage et pension équestre, et gîtes). Au total, le groupe exploite 2 275 hectares, bénéficiant en 2023 de 794 048 € d'aides PAC, dont 348 971 € en aides directes à l'hectare.

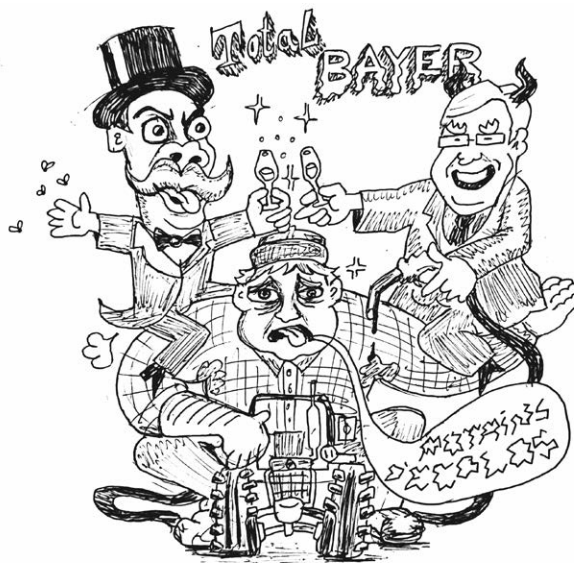
Ces exemples ne sont pas de simples cas isolés, mais illustrent une réalité systémique où des dirigeants en cols blancs, bien loin du monde paysan, cumulent des postes dans l'agro-business ou dans d'autres secteurs avec des aides directes à l'hectare tout en s'accaparant des terres. Deux mondes s'affrontent : d'une part, une vision ultra-libérale avec une forte concentration des capitaux et des terres ; d'autre part, une agriculture vivante,

faite de fermes diversifiées, qui disparaît chaque jour asphyxiée par des dynamiques prédatrices.

L'ACCAPAREMENT SYSTÉMIQUE DES AIDES PAC À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Un article du *Guardian*, hebdomadaire britannique daté du 3 novembre 2024⁽⁶⁾, révèle par ailleurs un phénomène d'accaparement des subventions agricoles par des milliardaires européens, comme l'ex-premier ministre tchèque Andrej Babiš et l'homme d'affaires britannique Sir James Dyson. Selon ces révélations, 17 des bénéficiaires finaux identifiés comme figurant sur la liste des plus grandes fortunes de *Forbes*, ont cumulé **3,3 milliards d'euros d'aides agricoles entre 2018 et 2021** via des chaînes de sociétés opaques.

Un processus d'accaparement vertigineux des aides de la PAC s'opère donc à différents échelons, tant au niveau national qu'européen. En France, les grandes entreprises agro-industrielles comme Sanders, Eureden, Terrena, et d'autres, ainsi que les magnats du secteur tels qu'Arnaud Rousseau, Calvière, et d'autres, s'accaparent des sommes considérables grâce à des dispositifs censés soutenir des exploitations à taille humaine. À l'échelle européenne, ce phénomène prend des proportions encore plus inquiétantes. La complicité des gouvernements et de l'Union Européenne n'est plus à démontrer. Sous le joug des lobbys, ils orchestrent la destruction systématique de l'agriculture vivrière paysanne tout en favorisant l'enrichissement d'une élite économique toujours plus vorace. Seule une véritable révolte paysanne et populaire, dirigée contre ces accapareurs et leurs complices, pourra sauver notre agriculture des griffes du capital, pour un modèle résilient, respectueux de l'environnement, et qui redonne sa place à une agriculture paysanne aujourd'hui en péril.



Notes:

(1). Près de 6000 bénéficiaires via les aides POSEI en 2022, dispositif d'aides financières découlant d'une adaptation de la politique agricole commune de l'Union Européenne aux départements d'outre-mer. Pour la période 2023-2027, les colégislateurs ont décidé que le régime POSEI ne serait pas modifié et qu'il serait donc distinct des plans stratégiques relevant de la PAC.

(2). Sanders est une entreprise agro-industrielle basée en Bretagne, spécialisée dans l'alimentation animale et filiale de la branche Nutrition Animale du groupe Avril (anciennement Sofiprotéol, qui s'est illustré par un vaste système d'optimisation et d'exonération fiscale dans le domaine du biocarburant, déculplant ses profits au détriment des finances publiques - dossier Avril-Sofiprotéol du mensuel Campagnes Solidaires n°307)

(3). Eureden est un géant de agro-alimentaire breton né de la fusion des groupes d'Aucy et Triskalia, et qui dispose d'environ 50 sites industriels et de plus de 200 magasins. Epinglée en raison de son monopole lié à ce rapprochement, l'Autorité de la Concurrence a contraint Eureden à se séparer de plusieurs actifs industriels et commerciaux. Le revenu moyen mensuel des dix personnes les mieux payées en 2020 au sein d'Eureden est de 11 500 € et monte jusqu'à 80 000 €, quand le revenu moyen des agriculteurs est de 1730 € par mois et 630 € pour les plus pauvres.
<https://basta.media/enquete-Salaires-dirigeants-cooperatives-triskalia-coop-de-France-inegalites-agriculteurs-adherents>

(4). La superficie moyenne d'une exploitation agricole française était de 58,5 hectares en 2023 (source MSA 2024).

(5). David Calvière est également à la tête d'autres sociétés et président de la CUMA Crau et Camargue.

(6). <https://www.theguardian.com/environment/2024/nov/03/revealed-billionaires-ultimate-beneficiaries-linked-to-eu-farming-subsidies>

Portrait d'Arnaud Rousseau, vrai PDG, faux paysan

On voit sa gueule partout à la télé. Il prétend parler au nom des agriculteur.ice.s. **Mais qui est donc Arnaud Rousseau ? Une caricature du passage de la ferme à la firme.** Ce cinquantenaire est diplômé de l'European Business School de Paris. Il a commencé sa carrière sur les marchés financiers dans le courtage et le négoce de matières premières agricoles. Il a passé des années à s'enrichir sur le dos des cultivateurs en spéculant sur le cours du blé à la bourse de Chicago. Bref, il a plus d'heures au compteur sur le fauteuil en cuir de son bureau que sur le siège d'un tracteur.

Il reprend l'exploitation de son père en 2012. Avec sa femme, il est propriétaire de plusieurs sociétés agricoles sur une surface de 700 hectares. C'est dix fois plus que la surface des fermes moyennes en France. Il a hérité d'une partie de ses sociétés. Les autres, il les a rachetées dans le cadre d'une politique offensive d'agrandissement. Il touche 173 000 euros d'aide PAC par an soit 5,6 fois le montant moyen que touche une exploitation agricole en France. Sa ferme, ce sont ses salariés et son Entreprise de Travail Agricole qui la font tourner. Car Arnaud Rousseau, c'est d'abord un patron qui va en berline siéger dans des conseils d'administration. Mais aussi un notable rural qui occupe le poste de maire de sa commune. Bref un ultra-privilegié qui prétend parler au nom des paysans.

En plus de gérer ses multiples sociétés et sa holding, il est le président du conseil d'administration du groupe Avril, un géant de l'agro-industrie avec 7 milliards de chiffre d'affaires en 2021. Cette société lui verse 187 000 € par an en rémunération et en jetons de présence.

Le jeton de présence, c'est plusieurs milliers d'euros simplement en se donnant la peine d'être là et de poser son cul sur un siège. Et encore 187 000 €, c'est sans compter les innombrables avantages en nature. C'est sans compter les bénéfices et les revenus engrangés par ses autres sociétés. Bref, en voilà un qui se gave de pognon pendant que ses collègues se serrent la ceinture. Pendant ce temps, plus d'un paysan sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. En 2017, 19% des agriculteurs n'avaient pas dégagé de revenu. Avec la situation actuelle, tout porte à croire que ça va être pire encore cette année.

Arnaud Rousseau est également président du conseil d'administration de Sofiprotéol et de Saipol, la filiale d'Avril qui investit dans les agro-carburants. **Ainsi, derrière ses discours anti-écologes, il est à la pointe de ce que l'écologie a engendré de pire : la fusion entre l'agro-industrie et l'industrie énergétique.** Une politique qui veut transformer les paysans en sous-traitants d'EDF. Une politique absurde qui conduit à balancer dans des moteurs ou des méthaniseurs, des cultures alimentaires à destination humaine au prétexte de transition énergétique ! Mais bon, il faut bien de l'agro-kérosène

pour qu'Arnaud Rousseau puisse continuer à prendre l'avion...

Alors quand le président de la FNSEA négocie avec le gouvernement pour les agriculteurs, vous pensez qu'il négocie pour qui ? Il l'assume dans un entretien de janvier 2024 au Point. Son principal problème c'est « qu'on contraint nos gros agriculteurs à produire moins ». Ou encore, que répondre quand le gouvernement l'appelle pour lui « demander avec insistance le nom de personnalités susceptibles d'être intéressées par le ministère de l'agriculture ». Lui qui défend les gros à la table des grands, qui dîne avec Macron et les ministres, lui qui a régulièrement le PDG de Lactalis au téléphone, il s'en fout complètement d'installer de nombreux paysans pour sauver le métier et les campagnes. « La Confédération paysanne écrit dans son programme qu'il faut remettre un million d'agriculteurs dans les champs. Un million ! Certes, Mao l'a fait, avec son Grand Bond en avant. Le fait de ne pas y croire ne fait pas de moi un affreux techniciste. » **Non, ça fait juste de toi un gros patron sans vergogne, qui liquide le monde paysan.** Un ennemi de classe qui affirme à France Bleu en novembre 2024 que les mesures du ministère de l'agriculture « vont dans le bon sens ».

Alors, sur les barrages, les paysans pourraient reprendre à leur compte ce bon mot de Gavroche derrière les barricades : « je suis tombé par terre, c'est la faute à John Deere, le nez dans le ruisseau, c'est la faute à Rousseau ».



Témoignage Samuel Chabré: « j'ai vu pleurer mon père »

Nous republions ici le témoignage poignant de détresse paysanne qui a récemment fait grand bruit sur les réseaux sociaux. Par la suite, un site intitulé « Recours paysan » a été créé pour recueillir la parole des paysans en difficulté et organiser la riposte.

François Chabré est paysan. Il est installé avec sa compagne depuis 1994 à Ambierle dans la Loire. Toute sa vie, il a élevé des cochons dans la ferme collective de la Martinière. Sur 13 ha, elle produit également du vin et du maraîchage en bio. Son corps usé par le sacerdoce paysan l'empêche désormais de travailler. Alors que la pension d'invalidité proposée ne lui assure pas de quoi prendre sa retraite, son fils Samuel a écrit cette tribune poignante pour attirer l'attention sur cette injustice sociale qui touche de trop nombreux paysans.

Hier j'ai vu pleurer mon père dans la cuisine, un papier à la main.

Ce papier, c'est la réponse à sa demande d'indemnisation à une assurance privée pour laquelle il a cotisé, parce qu'il est considéré comme invalide à plus de 35 %.

Il faut savoir que mon père est paysan, qu'il fait partie de celles et ceux qui triment en silence pour nous nourrir.

35 % c'est juste un chiffre, alors je vais vous décrire ce que cela veut dire en vrai : ce sont des mains flinguées par l'arthrose, tu peux plus les plier, c'est un genou avec une prothèse, tu peux plus grimper des escaliers normalement, c'est une épaule qui se répare d'une rupture des ligaments, tu peux plus l'utiliser pour porter des charges lourdes.

Mon père ne demande pas l'aumône. Mais ce matin, je l'ai vu pleurer de rage et d'humiliation. Sa première réaction à cette lettre a été de fondre en larmes, parce que c'est une condamnation à continuer à travailler, à continuer à foutre en l'air sa santé, c'est une condamnation à mort.

Moi j'ai dû prendre mon père dans mes bras pour lui dire que ça allait aller, mon père qui a 60 ans, et qui m'a dit « ça donne envie de se flinguer ».

Au fait, je ne vous ai pas donné le prix. La somme de ses 45 dernières années à trimer dans les champs, c'est 380 € par mois que lui propose l'assurance privée pour ne plus exercer son travail.

Couplée à la pension d'invalidité reversé par la MSA, la Sécurité Sociale des agriculteurs, il arrive à tout juste 1019 euros par mois. Moins qu'un SMIC, largement insuffisant pour lui permettre de payer un salarié.

C'est le prix pour avoir passé plus de 40 ans à nourrir des gens, à être ces premiers de cordée dont on nous parle tant quand le monde est à l'arrêt, et qui disparaissent tout aussi rapidement quand il se remet en route. Et que chacune des réformes néolibérales de ces 50 dernières années viennent détruire, sans cesse.

Je mets au défi quiconque de venir travailler dans un champ à 60 ans, avec de l'arthrose dans les mains, un genou flingué. Et on sait bien que ce qui vient de se passer là chez nous, dans l'intimité de notre petite cuisine, ça se passe en vrai, en ce moment, chez des ouvrier.e.s, des paysan.e.s, des infirmier.e.s, des personnes qui déplacent des choses lourdes, pour qui leur corps est souvent leur seul bien. Honte à vous Crédit Agricole, et Predica, on ne va pas se gêner de vous nommer. Une structure qui était « la banque des paysans » et qui clairement se retourne contre eux depuis tant d'années. Bravo, continuez à faire partie de cette clique qui font crever celles et ceux qui nous nourrissent. De notre côté, on va bien sûr se battre.

Samuel et sa famille ont lancé une plateforme en ligne pour recueillir le témoignage des personnes qui seraient dans la même situation, ou veulent apprendre à faire valoir leurs droits.

...

Depuis des années, des structures issues du mouvement des paysans travailleurs comme SOS-Paysans, assurent partout la solidarité avec celles et ceux qui tombent au fond du trou, face aux créanciers, au Crédit Agricole, même au SAMU Social National lancé par un influenceur d'extrême droite, qui capitalise sur ces détresses quotidiennes silencieuses.



L'ancêtre du retournement de panneau

récit d'une action extraordinaire des Comités d'Action Viticole.

Extrait de Caminarem et de N'i a pro!

En 1975, dans les Corbières, on ne retourne pas les panneaux de signalisation comme aujourd'hui, on les arrache à coups de masse et à coups de scie. Contre les négociants qui mettent le pays à genoux, contre le mépris de l'État jacobin, contre l'importation de vins étrangers frelatés, contre l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon, les vigneronnes des Corbières s'organisent déjà depuis plusieurs années pour vivre libres et heureux au Pays, dans leurs vignes *Volèm viure al país*. « La vigne n'est pas malade que du phylloxéra, ou d'autres microbes, elle est surtout malade des hommes, pas de tous, des puissants, des capitalistes, des politiciens... »⁽¹⁾.

Dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août 1975, « le Midi s'efface lui-même de la carte ». C'est l'opération *Terres perdues*. Tous les panneaux d'indication routière, de direction et d'entrée de villages du département ont disparu. Un tract distribué au flot de touristes qui déferlent dans ce décor de cartes postales leur explique que ce pays est peuplé d'hommes et de femmes dans la misère mais décidés à vivre des fruits de leur travail. Des milliers de touristes se sont ainsi retrouvés bloqués et invités à emprunter un itinéraire de délestage sur les routes sinueuses des Corbières.

Les groupes de vigneronnes, très mobiles, se déplacent de blocage en blocage à chaque arrivée de CRS, ce qui provoque irrémédiablement un allongement des bouchons de plusieurs dizaines de kilomètres!

Les touristes errent pendant trois jours et trois nuits, sans trouver la moindre indication ou renseignement auprès des habitants solidaires de la lutte des vigneronnes. Chacun racontera par la suite l'histoire du « bateau »: Un énorme voilier tracté par une Cadillac a été vu aux quatre coins des Corbières, errant de village en village:

**Il cherchait la mer,
il n'a trouvé qu'un océan
de garrigue écrasé de soleil⁽²⁾.**

Notes:

(1). *Caminarem*, de J-P. Chabrol & C. Marti, Les éditions Robert Laffont, 1978

(2). *N'i a pro!* De M. Coumes & L. Cavalie, Les éditions du bout de la ville, 2023

— La colère paysanne en questions

*Quelques questions posées par la
résurgence du mouvement agricole*

Il est encore bien trop tôt pour tirer des leçons ou produire une analyse du mouvement en cours. À ce stade, nous n'avons que des questions :

Pourquoi le ministère de l'intérieur rompt-il avec la ligne de l'année dernière annonçant une politique répressive de tolérance zéro en cas de blocages?

Est-il vraiment sur le point de tirer des grenades et d'emprisonner des agriculteurs comme ça se fait depuis des années contre tous les autres secteurs en lutte? Que craint-il au juste? Est-ce une manœuvre pour nous empêcher de mener des actions impactantes à même de nous faire obtenir gain de cause?

Pourquoi la FNSEA s'empresse-t-elle de lui emboîter le pas? Pourquoi se cantonne-t-elle à des actions symboliques? **Pourquoi annonce-t-elle la fin du mouvement pour mi-décembre alors que celui-ci commence à peine?** Pourquoi condamne-t-elle par avance les «débordements» alors même que la colère gronde à sa base? Soutiendra-t-elle les agriculteurs poursuivis pour des actions audacieuses et efficaces? Est-elle en train de dire au gouvernement «serre les dents, ça va passer»?

Les déclarations conjointes de la FNSEA et de Retailleau témoignent-elles d'un pacte entre le ministre de l'Intérieur et le syndicat majoritaire pour réprimer toutes les actions conséquentes qu'engageraient la Confédération Paysanne, la Coordination Rurale ou des paysans non syndiqués?

Quel est l'impact des élections professionnelles de janvier sur le mouvement actuel? Va-t-on assister à un éphémère feu de paille électoraliste, à un mouvement-campagne destiné uniquement à agréger des voix mais voué à s'éteindre au lendemain des élections pour laisser place à la routine co-gestionnaire? Ou va-t-on aller plus loin que l'hiver dernier, pousser un rapport de force de longue durée jusqu'à la victoire en refusant de se laisser endormir par des effets d'annonces gouvernementaux? Va-t-on laisser les centrales syndicales tenir la barre et siffler la fin du match? Est-il possible de voir émerger un pouvoir paysan par le bas, des coordinations régionales sans étiquette de paysans en lutte?

Pourquoi la colère se focalise-t-elle sur l'accord Mercosur, certes inacceptable, mais pas sur les autres politiques de libre-échange y compris au sein même de l'Europe, où le marché unique condamne les agriculteurs et agricultrices à la compétition permanente jusqu'à disparition des concurrents?

Comment l'opposition au libre échange sur les marchés agricoles pourrait-elle servir de point d'appui pour une jonction du mouvement paysan avec tous les autres secteurs professionnels laminés par les politiques néolibérales? La force conjuguée des paysans et des travailleurs serait-elle en mesure de bloquer le pays et de faire plier Macron?

Comment faire exister les autres revendications paysannes sur le revenu, sur la terre et le foncier, contre les accapareurs et pour la sauvegarde du métier? Comment faire exister les batailles vitales pour sauver des secteurs en difficulté, de la viticulture occitane à l'élevage bovin dans le grand ouest en passant par les apiculteurs sur tout le territoire?

Ça serait quoi, une victoire du mouvement? Ça aurait quelle gueule? Ça serait quoi une série de mesures structurelles qui rompent avec la politique anti-paysanne de l'Europe et de la France depuis plus de 60 ans? Et ça serait quoi des moyens d'actions efficaces pour les imposer?

Si vous avez ne serait-ce qu'un début de réponse à ces questions, merci de nous les envoyer à correspondances-paysannes@systemli.org.

Vous pouvez retrouver nos articles et une version imprimable
du bulletin sur notre site www.correspondancespaysannes.org.

Si vous souhaitez recevoir le numéro suivant de Correspondances Paysannes,
vous pouvez laisser vos coordonnées sur le formulaire en ligne,
ou nous envoyer un mail à correspondances-paysannes@systemli.org.





**Correspondances
Paysannes**



Bulletin n°0
décembre 2024